

Interpol renouvellera l'opération «Vico»

Criminalité Réunie en assemblée générale à Marrakech, l'organisation a entériné le recours à l'appel à témoins planétaire pour traquer les pédophiles. Retour sur une méthode jusque-là destinée à retrouver les enfants enlevés

Caroline Stevan

Wanted Le temps des gueules de criminels placardées sur les murs des cités est de retour; Interpol a décidé d'entériner le recours à l'appel à témoins pour traquer les pédophiles. En octobre dernier, la méthode avait permis l'arrestation de «Vico», un Canadien suspecté d'avoir abusé de dizaines d'enfants entre le Vietnam et le Cambodge, d'où le nom donné à l'opération.

«Nous devons essayer d'avoir toujours un coup d'avance sur les criminels», a souligné lundi Jaćde Selebi, président de la plus grande organisation policière du monde réunie cette semaine en assemblée générale à Marrakech. En substance, puisque les truands profitent des nouvelles technologies et de l'échelle planétaire pour commettre leurs méfaits, les forces de l'ordre doivent en user pour mieux les pourchasser.

Pour le grand patron d'Interpol, l'opération «Vico» constitue «un message clair à tous les criminels

internationaux pour leur dire: où que vous vous cachiez, sachez que les 186 pays membres d'Interpol, les ressources combinées de l'organisation, son expertise et sa technologie chercheront à vous identifier, vous localiser et vous arrêter». L'abuseur canadien, ainsi, a été retrouvé grâce à une photo diffusée dans le monde entier, un portrait reconstitué à partir de clichés pédophiles circulant sur Internet depuis plusieurs années. Quelque 350 témoignages ont été récoltés en moins de quinze jours, dont celui d'une victime.

Le procédé, qui pourrait être étendu à d'autres formes de criminalité, s'inspire largement de l'alerte enlèvement ou «méthode Amber», utilisée aux États-Unis, en France ou encore en Grèce pour retrouver un enfant disparu. S'appuyant sur le fait que tout se joue dans les premières heures suivant l'enlèvement, la police diffuse une signalisation ou une image de la victime le plus rapidement et le plus largement possible. Radios, télévi-

sions, journaux, Internet, panneaux autoroutiers, affiches dans les gares des supports variés sont mis à contribution.

En France, un certain nombre de critères sont requis pour que le procureur puisse déclencher l'alerte: la victime doit être mineure, sa vie ou son intégrité physique doivent être

«Il y a toujours un risque que le kidnappeur panique et commette un acte désespéré»

menacées, l'enlèvement doit être avéré. Un minimum d'informations sont donc nécessaires afin de savoir si la recherche est légitime et sur quelle piste la lancer. Elles permettent également de trier les témoignages reçus en les confrontant avec un indice qui n'aura pas été livré au public.

«Au final, l'alerte enlèvement

n'est déclenchée que très rarement, note Géraldine Bouhedja, coordinatrice de la plate-forme téléphonique SOS Enfants disparus. Il faut extrêmement bien cadrer les choses car il y a toujours un risque que le kidnappeur panique et commette un acte désespéré». Une réserve également émise par certains membres d'Interpol, craignant notamment le lynchage ou le suicide du pédophile traqué. Sans compter le risque de stigmatiser un sosie.

«Il faut des opérations coup-de-poing de temps à autre, des rappels publics et stridents, argue Philip D. Jaffé, spécialiste en psychologie légale. Cette pédagogie de l'éclat peut permettre de freiner des pédophiles naissants, mais elle ne doit pas supplanter un travail de prévention, une étude en profondeur des mécanismes qui conduisent à la pédophilie. Il est important que ces personnes sachent qu'elles peuvent être soignées». Et si le matraquage du message peut effrayer certains criminels, il peut aussi rendre les autres plus méfiants et plus habiles.

Philip D. Jaffé met encore en garde contre le «populisme» de la démarche: «Toutes les méthodes deviennent légitimes au regard de l'émotion populaire suscitée par les affaires pédophiles. Celle-ci exploite le côté limier et délateur du public. Il faut se demander quels leviers de la société l'on veut actionner et pour quelles conséquences». L'affaire Maddie, ainsi, a été un autre exemple de mobilisation planétaire, les parents de la petite fille disparue ayant appelé toutes les bonnes consciences à fournir des informations – et de l'argent – pour aider à la retrouver.

Les appels à témoins suscitent toujours un véritable enthousiasme et il s'agit alors de démêler les véritables informations de celles fournies par les prétendus médiums, les farfelus, les myopes, ceux qui ont cru voir et ceux qui croient bien faire. La résolution d'Interpol précise qu'il sera «fait appel au public uniquement après que toutes les autres formes d'investigation ont été épuisées». Le shérif a encore son mot à dire.